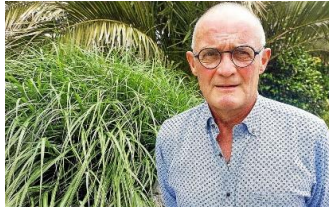


Marché du porc français : le président optimiste

Par [Valérie Cudennec-Riou](#)

Malgré un changement de nom et l'arrivée de nouveaux partenaires, 2024 n'a pas permis d'enrayer un recul d'activité pour le Marché du porc français, présidé par François Pot.



Éleveur de porcs depuis 1988 à Plounévez-Lochrist (29), François Pot préside le Marché du porc français.

On entend peu les éleveurs porcins en ce moment. Est-ce le signe que le marché se porte bien ?

Le prix moyen de base sur le Marché du porc français s'est établi à 1,898 € en 2024 et à 1,723 € sur les cinq premiers mois de 2025. C'est évidemment moins (- 10,26 %) que les 2,115 € de 2023, année exceptionnelle. Mais ce prix, qui résulte d'une confrontation entre l'offre et la demande, ne dit pas tout. Bon, mauvais ? Cela dépend des coûts de revient de chacun. Les prix de l'aliment et de l'énergie, qui avaient flambé au début de la guerre en Ukraine, sont redescendus depuis. Le conflit israélo-iranien risque à présent d'avoir des effets sur le prix du pétrole. Difficile d'avoir des prédictions, tant notre activité est sensible aux effets qu'entraînent les tensions géopolitiques.

Quel bilan tirez-vous de la transformation, il y a tout juste un an, du Marché du porc breton en Marché du porc français ?

C'était une étape évidente dans la vie du marché au cadran de Plérin (22), le seul qui existe en France, pour le porc, et ce, depuis 53 ans. Étant donné que nos ventes ont toujours fait référence pour fixer le prix de base du porc au niveau national, il était important de s'ouvrir, hors des frontières régionales. Nous avons eu raison de le faire. Trois abattoirs

acheteurs - Vallegrain, Tradival et Holvia - nous ont rejoints depuis, ainsi que le groupement de producteurs des Monts de Flandre, 90 adhérents, fin 2024.

Mais les poids lourds du secteur, Bigard et Cooperl, qui représentent près de la moitié des abattages, vous ont quittés. Que pèse, aujourd'hui, le Marché du porc français ?

Environ 20 000 porcs charcutiers sont commercialisés, chaque semaine, au marché au cadran de Plérin. En 2024, quelque 650 éleveurs, majoritairement bretons, ont écoulé chez nous 1 129 876 porcs charcutiers, soit 15,66 % de moins que les 1 339 622 de 2023. La production est à l'étal ces derniers mois. Et si on ne représente que 5 à 6 % de la production française, nos cotations, chaque lundi et jeudi, font bel et bien le prix du marché.

Certaines coopératives ont leurs labels, aux cahiers des charges plus exigeants...

C'est leur choix. Le logo « Le porc français » est déjà un très bon cahier des charges. Le cochon conventionnel français est un produit de qualité. Chacun est libre, il y a une place pour le bio mais la réalité du marché, c'est que la consommation de viande bio recule et que tout le monde n'achète pas du Label rouge.

Y a-t-il un sujet qui vous préoccupe particulièrement ?

Nous restons vigilants aux menaces sanitaires. La peste porcine africaine a touché nos voisins allemands mais nous a, fort heureusement, épargnés. Le syndrome dysgénésique et respiratoire porcin a, quant à lui, impacté la production espagnole. Notre principal challenge, c'est le renouvellement des générations. Dans les dix ans qui viennent, 50 % des producteurs auront l'âge de la retraite ou auront cessé leur activité. La consommation mondiale de porc, viande peu chère, augmente (NDLR : 31 kg par habitant, l'an dernier, en France) et continuera d'augmenter. La filière nécessite que des jeunes s'installent. On a la chance d'exercer un beau métier, qui a de l'avenir et dont la rentabilité, ces derniers temps, est globalement au rendez-vous.

Qu'est-ce qui peut faciliter la reprise d'élevages ?

Que la France cesse de surtransposer les règles et normes européennes. Et que les collectifs arrêtent d'attaquer le moindre projet d'extension, dès lors qu'il s'opère dans les règles. Sinon, demain, la France, autosuffisante en porcs à 98 %, ne le sera plus. Elle dépendra, pour se nourrir, de la Russie et de la Chine, où l'on élève les cochons sur plusieurs étages.